



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le

19 FEV. 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SURYS

Parc d'activités Gustave Eiffel
22 avenue de l'Europe
77600 Bussy-Saint-Georges

Références : E/26- 0319
Code AIOT : 0006500230

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2026 dans l'établissement SURYS implanté Parc d'activités Gustave Eiffel 22 avenue de l'Europe 77600 Bussy-Saint-Georges. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SURYS
- Parc d'activités Gustave Eiffel 22 avenue de l'Europe 77600 Bussy-Saint-Georges
- Code AIOT : 0006500230
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SURYS est une société fabriquant des hologrammes de sécurité. Elle est classée au titre de la réglementation des installations classées pour les rubriques suivantes 1185, 1510, 1978, 2450, 2565, 2663, 2910 et 2940.

Thèmes de l'inspection :

- CLP

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Étiquetage des substances et préparations dangereuses	Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 7.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
11	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 22/03/2024, article 2.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
14	Documents à disposition des services d'incendie et de secours	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement, article R.511-9	Sans objet
2	Etat des stocks de produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 7.1.2	Sans objet
3	Rétention des stockages	Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 7.4.3.1	Sans objet
6	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI	Sans objet
7	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	Sans objet
8	Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
9	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 7.5.7	Sans objet
10	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 22/03/2024, article 2.1.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
12	Oxydeur thermique	Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 3.1.1	Sans objet
13	Equipements de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 7.5.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société doit transmettre quelques justificatifs permettant de s'assurer de sa conformité. Par ailleurs, il est attendu qu'elle effectue une mise à jour de ses fiches de données de sécurité et qu'elle établisse un plan de défense contre l'incendie. Ce dernier devra faire l'objet d'une communication auprès de l'Inspection des installations classées et du SDIS de Seine-et-Marne.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/01/2026, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Evolution du Site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2565-2 - E - Revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique - Cuves d'électroformage (EF1 & EF2) : 12 cuves pour un volume total de 6620 L & Démétallisation : 2 cuves d'un volume unitaire de 1 000 L - 8 620 L - Bâtiment « Europe »</p> <p>2940-2 - E - Application, cuisson, séchage de vernis, colle, encre - Machines d'impression et d'enduction 310 kg/j - Bâtiment « Gutenberg »</p> <p>1185-2 - D - Gaz à effet de serre fluorés - Systèmes de climatisation et de froid process - 792 kg</p> <p>Activité répartie sur les 2 bâtiments</p> <p>1510-2 - DC - Entrepôts couverts (stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des)</p> <p>Magasin (locaux 6 et 7) et local « coffre-fort » - 13 952 m³ - Bâtiment « Gutenberg »</p> <p>1978-3-a - D - Solvants organiques - Unités de flexographie et d'héliogravure - Préparation des colles, encres, vernis et machines d'impression/enduction - 21 t - Bâtiment « Gutenberg »</p> <p>2910-A - D - Combustion lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel - Chaudières à gaz et oxydeur thermique - 1,863 MW - Bâtiment « Gutenberg »</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite sur le site, l'exploitant à présenter l'évolution de ses activités et projets. Ainsi, il a confirmé que le projet Calisto a été abandonné suite à des problématiques de qualification. Cependant, il souhaite pouvoir mettre en service les machines neuves achetées pour ce projet et remplacer les machines plus anciennes actuellement en place. Cela nécessitera un long processus de qualification des machines sur les divers produits réalisés par la société.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a confirmé les éléments de son courriel du 1 août 2025, indiquant avoir fait une erreur de déclaration concernant sa situation vis-à-vis de la rubrique 2910. Les installations du site n'étant pas raccordables, la puissance à prendre en compte est inférieure au seuil de classement de la rubrique ICPE 2910. Comme indiqué lors des échanges précédents, l'Inspection</p>

des installations classées a proposé à l'exploitant de reprendre ce sujet dans le porter à connaissance qu'il prévoit de réaliser pour actualiser la situation de son établissement (machines présentes, exutoires raccordés, rejets...).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : État des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 71.2

Thème(s) : Risques chroniques, Stocks de produits dangereux

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

Constats :

L'exploitant s'appuie sur le logiciel Quarks pour tenir à jour le suivi des produits chimiques présents dans l'installation. Il a transmis un export de ce logiciel par courriel du 11 février 2026.

Les éléments présentés dans ce document permettent de connaître les mentions de danger associées aux produits stockés, la date de la dernière mise à jour de la fiche des données de sécurité et les activités susceptibles de les employer.

Un accès est disponible pour les pompiers sur cet outil en cas de sinistre et des accès existent pour l'ensemble des postes de travail.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rétention des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 74.31

Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions

Prescription contrôlée :

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de

rétenction sera au moins égale à :

- la capacité totale si celle-ci est inférieure à 250 l ;
- dans le cas de liquide inflammable, 50 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 l ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 l.

Les capacités de rétenction sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acides, bisulfite et acide, acide et base très concentrés).

La capacité de rétenction est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétenction de plus de 1 000 l sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas. Les capacités de rétenction ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.

L'étanchéité du ou des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Pour les stockages à l'air libre, Les rétenctions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Constats :

Lors de la visite du site, l'ensemble des produits susceptibles de créer une pollution étaient bien disposés sur des rétenctions adaptées que ce soit proche des postes de travail ou dans les locaux de stockage.

De la même façon les déchets pouvant présenter un risque de pollution étaient bien placés sur des rétenctions.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Étiquetage des substances et préparations dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 7.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Étiquetage
Prescription contrôlée : Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. À proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.
Constats : À l'exception des produits formulés par la société, les produits stockés disposaient d'étiquetages bien visibles comportant la dénomination des produits, le numéro et le symbole de danger associé. Les produits formulés par la société SURYS disposaient de « fiches de vie » au format A3 pliées en 2. Celles-ci indiquaient du côté visible les produits employés dans le mélange mais les pictogrammes de danger n'étaient consultables qu'en récupérant la fiche et en la dépliant. Aussi, les mentions et symboles de danger n'étaient pas disponibles de manière visible. Par ailleurs, les formulations liées au secteur recherche et développement de la société ne portaient aucun espace dédié pour y disposer les informations de danger relatif aux produits stockés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Proposer une solution d'affichage permettant de disposer des informations de danger nécessaires immédiatement apposées sur les contenants de stockage et transmettre les actions mises en place à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, Disponibilité
Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
Constats : L'exploitant s'appuie sur le logiciel Quarks pour tenir à jour le suivi des produits chimiques présents dans l'installation. Il a transmis un export de ce logiciel par courriel du 11 février 2026. La liste fournie présente 356 produits (sur les 1008 disponibles) dont la dernière mise à jour de la FDS est antérieure à l'année 2020.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Effectuer une mise à jour des FDS notamment celles antérieures à 2020 et s'assurer de la mise à jour régulière de l'ensemble des FDS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Entretien de la rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement.

L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.

Constats :

L'exploitant réalise 2 types d'audit (aléatoire et planifié) sur son site. Ces deux types d'audit sont effectués une fois par mois sur une partie de l'installation. Lors de la visite l'exploitant a présenté la trame de ces audits. Celle-ci comporte bien un point sur la vérification de l'état et la disponibilité de la capacité de rétention.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

[...]

Constats :

Dans l'ensemble des locaux, des affichages rappellent les incompatibilités de stockage des différents produits. Par ailleurs, les différentes zones de stockages (par exemple acide et basique) sont clairement identifiées au sein de la zone de stockage du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Consignes d'exploitation relatives aux rétentions des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.

Constats :

Par courriel du 27 janvier 2026, l'exploitant a transmis les consignes de sécurité. Par ailleurs, l'exploitant a précisé réaliser des quarts d'heure HSE une fois par mois avec une thématique dédiée. Par ailleurs, il a effectué un travail de sensibilisation en 2025 sur les thématiques des risques chimiques, des déversements accidentels, des ATEX et des déchets dangereux.

Par courriel du 11 février 2026, l'exploitant a transmis le support relatif aux risques chimiques et le fichier de traçabilité des agents formés et dont la formation doit encore être réalisée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 7.5.7

Thème(s) : Risques accidentels, Présence et complétude

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux

fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones

présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;

- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;

- l'obligation du "permis d'intervention" ou « permis de feu » pour les parties concernées de l'installation ;

- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le

stockage de produits incompatibles ;

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;

- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ,

- les modalités de mise en oeuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 4.2.4.2 ;

- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;

- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services

d'incendie et de secours, etc. ;

- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Constats :

Suite à l'incident survenu sur les installations durant l'année, déversement accidentel de soude diluée (moins de 8%) dans le réseau d'eaux pluviales le 19 février 2025 lors d'une opération préalable à la collecte des déchets de l'établissement par le prestataire, l'Inspection s'est rendu sur la zone concernée (quai d'expédition) pour s'assurer que l'exploitant avait bien disposé les kits de gestion de la pollution (boudin de protection des avaloirs et sable de récupération des liquides

déversés). Les équipements nécessaires étaient bien présents dans la zone concernée et une procédure d'emploi de ces derniers était disponible au niveau du stockage. L'exploitant a indiqué qu'il allait modifier le matériel d'obturation des avaloirs mais qu'il était en attente de la livraison de supports de placement. Les fiches de mise en place seront modifiées lors du changement de matériel.

Dans plusieurs espaces de l'installation, des kits anti-déversement ont été observés.

En parallèle, l'exploitant avait transmis par courriel du 27 janvier 2026 les consignes de sécurité, la procédure en cas de déversement et le synoptique de mise en sécurité de l'installation en cas d'incendie.

Suite au retour d'expérience sur cet incident, l'ensemble des magasiniers du site ont été inscrits à une formation de sensibilisation aux risques de déversement accidentel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2024, article 2.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions générales de rejets

Prescription contrôlée :

Le tableau présenté à l'article 3.2.4 de l'annexe de l'arrêté préfectoral n°15/DCSE/IC/019 du 19 mars 2015 est remplacé par le suivant :

Numéro de conduit - Installations raccordées - Hauteur (m) - Diamètre (mm) - Débit maximal rejeté (Nm³/h) - Vitesse minimale d'éjection (m/s)

Conduit 1 - Bain de traitement de surface - 8 - 500 - 8230 -

Conduit 2 - Métalliseur GVE - 8 - 320 - 740 -

Conduit 3 - Métalliseur MARS - 7 - 320 - 740 -

Conduit 5 - Four de séchage - 13 - 250 - 1600 -

Conduit 6 - Bain de soude - 13 - 160 - 540 -

Conduit 9 - Oxydeur thermique -13 - 500 - 30000 - 28

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure, rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Constats :

Par courriel du 27 janvier 2026, l'exploitant a transmis les derniers résultats de mesure concernant ses émissions atmosphériques datés du 24 juillet 2025.

Plusieurs points de non-conformités sont observés :

- le débit maximal rejeté sur le bain de soude (Conduit n°6)
- le conduit n°5 n'a pas été fait.

Le premier point a fait l'objet d'un échange par courriel durant l'année 2024 et a été autorisé afin d'assurer une aspiration suffisante pour la protection des salariés.

Le second point est lié à une absence de production ou une production en démétallisation inverse lors de la mesure. L'exploitant a expliqué que le mode de fonctionnement étant lié aux besoins de

production, ces derniers sont difficiles à corréler avec les analyses, ce qui explique ce type de difficultés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2024, article 2.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des rejets atmosphériques – en concentration

Prescription contrôlée :

Les dispositions de l'article 3.2.5 de l'annexe de l'arrêté préfectoral n°15/DCSE/IC/019 du 19 mars 2015 sont remplacées par les suivantes :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ mesurée dans les équipements en sortie d'oxydation (conduit N°9).

Electroformage, métallisation et démétallisation (conduits N°1 à n°6 et 11)

Paramètre - Conduits n°1 à 6 et 11, Concentration en (mg/ Nm³)

Acidité totale exprimée en H - 0,5

HF, exprimé en F - 2

Cr total - 1

Cr VI - 0,1

CN - 1

Alcalin exprimés en OH - 10

NO_x exprimés en NO₂ - 200

Ni, Zn - 5

SO₂ - 100

NH₃ - 30

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Impression/enduction (conduit N°9)

Paramètre - Conduits n°9, Concentration en (mg/ Nm³)

NO_x exprimés en NO₂ - 100

CO - 100

CH₄ - 50

COVNM (en carbone total) - 20

Poussières - 40

Préparation des colles/encres/vernis (conduit n°10)

Paramètre - Conduits n°10, Concentration en (mg/ Nm³)

NO_x exprimés en NO₂ - 100

CO - 100

CH₄ - 50

COVNM (en carbone total) - 100

Poussières - 40

Constats :

Par courriel du 27 janvier 2026, l'exploitant a transmis le dernier rapport de mesure de ses rejets atmosphériques. Les valeurs mesurées sont conformes aux dispositions de la présente prescription. Cependant, les conduits 2, 5 et 11 n'ont pas fait l'objet d'une mesure.

Les équipements raccordés aux conduits 2 et 5 n'étaient pas en fonctionnement lors de la mesure. Le métalliseur GVE, raccordé au conduit n°2 n'est plus utilisé par la société.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Expliquer pourquoi le conduit n°11 (nettoyage) n'a pas fait l'objet d'une mesure lors de la campagne de vérification des rejets atmosphériques de l'installation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Oxydeur thermique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 3.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière

à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le

développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs

caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées

d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,

- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les

dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées. L'inspection

des installations classées en sera informée.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche

normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect

des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Constats :

Par courriel du 27 janvier 2026, l'exploitant a transmis les derniers éléments d'entretien de l'oxydeur thermique à savoir le rapport d'entretien de la société BROFIND, installateur de la machine, daté du 23 avril 2025 et la trame de maintenance annuelle de l'oxydeur établie par la société SURYS pour effectuer une maintenance interne de l'équipement. La prochaine vérification du système est envisagée en mai/juin 2026 par l'exploitant.

Concernant les difficultés de redémarrage rencontrées en janvier 2026 suite aux vacances de fin d'année, l'exploitant n'a pas envisagé de procédure particulière en cas de températures basses. Durant la visite, il a évoqué la possibilité de mettre en place un isolant thermique pendant ces périodes pour faciliter le redémarrage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Équipements de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 7.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, vannes d'isolement des réseaux d'eaux pluviales par exemple} ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les Suites données à ces vérifications.

Constats :

Par courriel du 27 janvier 2026, l'exploitant a transmis les rapports de maintenance des dispositifs suivants :

- SSI : rapport de vérification du 4 décembre 2025 ;
- LIE : rapport du 22 octobre 2025 ;
- Hydrants : test en simultané des 6 hydrants daté du 8 mai 2021 ;
- Détection CO2 : rapports de vérifications des machines datés des 22 février et 30 août 2025 ;
- BAES : rapport de vérification des 16-17 janvier et 11 février 2025 ;
- RIA : rapport de vérification du 13 février 2025 ;
- Extincteurs : rapport de vérification des 16 janvier et 12 février 2025 ;
- PCF : rapport de vérification du 8 avril 2025 ;
- Désenfumage : rapport de visite des 16 janvier et 8 avril 2025 ;

- Sprinkler : tableau de suivi indiquant les vérifications semestrielles effectuées les 24 avril et 13 octobre 2025 et tableau de suivi des vérifications hebdomadaires des différents postes source visés par le vérificateur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Documents à disposition des services d'incendie et de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3..5

Thème(s) : Risques accidentels, Documents à disposition des services d'incendie et de secours

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :

- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;
- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ;

Ces documents sont annexés « au plan de défense incendie défini au point 23 » de cette annexe.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a été interrogé sur l'existence d'un plan de défense incendie pour son installation. Il a indiqué ne pas en disposer mais a présenté de nombreux éléments nécessaires à sa réalisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Mettre en place un plan de défense contre l'incendie et le transmettre à l'inspection des installations classées et au SDIS de Seine-et-Marne.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

